



2025-23

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE**  
**Etablissement public à caractère administratif (EPA)**

**Direction Générale :**  
12, Cours Lumière – 94300 VINCENNES

**Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances - Service Commande Publique**  
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS  
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

**OBJET DE LA CONSULTATION :**

**Fourniture et livraison d'aliments pour l'élevage de faisans**

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 (CCAG-FCS)

**Procédure formalisée selon les dispositions du Code de la Commande Publique entré en vigueur  
le 1<sup>er</sup> avril 2019  
(Articles L.2124-1 ainsi que R.2421-1 et R.2421-2 et R.2162-2 à R2162-14)**

Etabli en Avril 2025

## SOMMAIRE

<b>PRÉAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>CONTEXTE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DE L’ACCORD-CADRE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - CONCLUSIONS DES MARCHES SUBSEQUENTS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>6</b>
5.1 – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	6
5.2 – PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
<b>ARTICLE 6 – NOTIFICATION</b>	<b>6</b>
6.1 – NOTIFICATION DE L’ACCORD-CADRE	6
6.2 – NOTIFICATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
<b>ARTICLE 7 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS</b>	<b>6</b>
7.1 : DUREE DE L’ACCORD-CADRE	6
7.2 : DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
<b>ARTICLE 8 – ORGANISATION DES PRESTATIONS ATTENDUES DANS LES MARCHES SUBSEQUENTS ET LIEU D’EXECUTION</b>	<b>7</b>
8.1 : DELAIS DE LIVRAISON :	7
8.2 : LIEU ET MODALITES DE LIVRAISON :	7
8.3 : CORRESPONDANTS :	7
8.4 : MOYENS DE COMMUNICATION :	7
8.5 : COMMUNICATION DES DIFFICULTES :	8
<b>ARTICLE 9 : PRIX</b>	<b>8</b>
9.1 – PRIX DE L’ACCORD-CADRE	8
9.1.1 – NATURE DES PRIX DE L’ACCORD-CADRE	8
9.1.2 – CONTENU DES PRIX DE L’ACCORD-CADRE	8
9.1.3 – REVISION DES PRIX DE L’ACCORD-CADRE	8
9.2 - PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	8
9.4 - CLAUSE DE SAUVEGARDE	8
<b>ARTICLE 10 – COMMANDES</b>	<b>9</b>
10.1 – CONTENU DES BONS DE COMMANDE :	9
10.2 : SUIVI DES COMMANDES :	9
<b>ARTICLE 11 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET D’ADMISSION</b>	<b>9</b>
11.1 : OPERATIONS DE VERIFICATION	9

<b>11.2 : ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET</b>	<b>9</b>
<b><u>ARTICLE 12 – PENALITES DE RETARD</u></b>	<b><u>9</u></b>
<b><u>ARTICLE 13 – MODALITES DE PAIEMENT</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b>13.1 : CONDITIONS DE PAIEMENT</b>	<b>10</b>
<b>13.2 - MODALITES D’ETABLISSEMENT DES FACTURES</b>	<b>10</b>
<b>13.3 - MODALITES DE REGLEMENT</b>	<b>10</b>
<b>13.4 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE</b>	<b>11</b>
<b><u>ARTICLE 14 – ASSURANCES</u></b>	<b><u>11</u></b>
<b><u>ARTICLE 15 – OBLIGATIONS DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE</u></b>	<b><u>11</u></b>
<b><u>ARTICLE 16 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE</u></b>	<b><u>11</u></b>
<b>16.1 : RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE</b>	<b>11</b>
<b>16.2 : RESILIATION DES MARCHES SUBSEQUENTS</b>	<b>12</b>
<b><u>ARTICLE 17 : DROIT ET LANGUE</u></b>	<b><u>12</u></b>
<b><u>ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES</u></b>	<b><u>12</u></b>
<b><u>ARTICLE 19 : DEROGATION(S) AU CCAG-FS</u></b>	<b><u>13</u></b>
<b>ANNEXE 1 – PLAN D’ACCES A L’ELEVAGE DES VINDRINS</b>	<b>1</b>

## **PRÉAMBULE**

L'Office français de la biodiversité (OFB) créée le 1er janvier 2020 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Il exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Il vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Il a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

L'OFB est composé d'environ 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français, en métropole et outre-mer.

## **CONTEXTE**

Sur le Domaine de Saint Benoit (Auffargis 78) est sis le Conservatoire des Vindrins, unique en France.

Il mène une activité d'élevage de faisans destinés à des projets de restauration de populations naturelles conduites par les Fédérations Départementales des Chasseurs. Il permet d'accompagner la durabilité des pratiques de chasse de préserver et de restaurer la biodiversité en conservant les lignées sauvages.

Il a également vocation à servir de support à des activités de recherche ou d'acquisition de connaissance conduites par d'autres directions et services de l'établissement voire par des organismes extérieurs. Le service des domaines d'intérêt national en fixe les conditions de mise en œuvre (calendrier, partage des tâches entre services dans le cadre des projets...).

La capacité annuelle du centre d'élevage localisé sur la commune d'Auffargis (Yvelines – 78) est de 8 000 à 12 000 faisans et perdrix.

## **ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et livraison d'aliments pour l'élevage de faisans.

La liste des familles de produits attendus est la suivante :

- Aliments de préparation à la reproduction ;
- Aliments pour reproducteurs ;
- Aliments de démarrage ;
- Aliments de croissance ;
- Aliments d'entretien ;

### **Clause environnementale :**

L'objet même du marché vise une étude contribuant à la maîtrise des impacts environnementaux. Dans un souci de cohérence et d'exemplarité, le prestataire doit porter une attention pour prendre en compte les objectifs de développement durable dans l'exécution des prestations

## **ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT**

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots en raison de prestations indissociables. Les prestations donneront lieu à un accord-cadre unique.

## **ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-2, R. 2162-2 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

C'est un accord-cadre à marchés subséquents, au sens des articles R. 2162-2 et suivants du code de la commande publique.

Conformément, à l'article R. 2162-8 du Code de la commande publique, les marchés subséquents prendront la forme d'un accord-cadre fixant toutes les conditions d'exécution des prestations et exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées par les articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les marchés subséquents sont conclus à la survenance des besoins, en application de l'article R. 2162-8 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire.

Il est conclu sans montant minimum mais avec détermination d'un maximum exprimé quantitativement et fixé à 300 tonnes pour sa durée totale (soit 48 mois) et dont le montant total ne pourra excéder 350.000 € HT.

Code CPV	Dénomination du code CPV
15710000-8	Aliments prêts à l'emploi pour animaux d'élevage et autres animaux

#### **ARTICLE 4 - CONCLUSIONS DES MARCHES SUBSEQUENTS**

Les marchés subséquents à l'accord-cadre prennent la forme d'accords-cadres exécutés par des bons de commandes, conclus en application des dispositions des articles R.2162-13 et R2162-14.

Ils sont conclus à la survenance des besoins.

Pour la conclusion des marchés subséquents, le titulaire sera sollicité au moyen d'une lettre de consultation afin de compléter son offre initiale par écrit, conformément aux dispositions des articles R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la commande publique, sans que ces compléments puissent toutefois modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre initiale, telle que contractualisée par la notification du présent accord-cadre.

L'acheteur précisera à cette occasion les quantités en les exprimant sous forme de quantités estimées maximum, pour la durée du marché subséquent.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage dans cette perspective à proposer, au titre des marchés subséquents, une offre au moins aussi avantageuse techniquement et financièrement que celle proposée initialement lors de l'accord-cadre.

Durant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire s'engage, en cas de déréférencement d'un produit, à le remplacer par un produit équivalent et tarif correspondant à l'offre contractualisée par l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à formuler une réponse dans le délai prescrit pour ce faire dans la lettre de consultation qui lui sera adressée.

En cas d'absence de réponse, le titulaire devra motiver de manière circonstanciée son absence de réponse, justification formelle à l'appui. Sera uniquement recevable l'indisponibilité, pour des raisons parfaitement indépendantes de la volonté du titulaire, assimilable à un cas de force majeure.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, selon les modalités de l'article 16.1 du présent CCP, l'accord-cadre concerné si trois consultations de marché subséquent restent sans réponse.

## **ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

### **5.1 – Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissantes :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe financière (le Bordereau des Prix Unitaires) ;
- Le présent Cahier des Clauses (C.C.P.) et son annexe, dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et réputé connu par le titulaire ;
- L'offre du titulaire ;

### **5.2 – Pièces constitutives des marchés subséquents**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives des marchés subséquents sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement du marché subséquent et son annexe BPU ;
- l'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe, dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et réputé connu par le titulaire ;
- éventuels compléments apportés à l'offre du titulaire par le marché subséquent ;
- l'offre du titulaire.

## **ARTICLE 6 – NOTIFICATION**

### **6.1 – notification de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est établi en un (1) original dont une copie est délivrée au titulaire lors de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur notifie :

- soit sur son profil acheteur, par voie électronique avec accusé de réception,
- soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

La date figurant soit sur l'accusé de réception porte date d'effet de l'accord-cadre.

### **6.2 – Notification des marchés subséquents**

Par dérogation à l'article 3 du CCAG-FCS, le marché subséquent est établi en un (1) original, dont une copie est délivrée au titulaire lors de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur notifie :

- soit sur son profil acheteur, par voie électronique avec accusé de réception ;
- soit par courriel, avec accusé formel de lecture en réponse.

La date figurant sur l'accusé de réception du profil acheteur ou celle du courriel formel de lecture porte prise de connaissance de la notification du marché subséquent.

La date d'effet de celui-ci et de commencement d'exécution est portée sur l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 7 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS**

### **7.1 : Durée de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de quarante-huit (48) mois à compter de sa date de notification.

## **7.2 : Durée des marchés subséquents**

Chacun des marchés subséquents est conclu pour une durée propre au plus égale à six (6) mois, qui court à compter de sa date d'effet, toutes deux précisées sur l'acte d'engagement.

Un marché subséquent, exécuté par des bons de commande, pourra être conclu jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

En fin d'accord-cadre, la durée du dernier marché subséquent sera cependant ajustée dans les limites de la durée restante pour l'exécution de l'accord-cadre.

Dans ce contexte :

- les bons de commandes émis en exécution de marchés subséquents en cours de validité, courent jusqu'à leur propre échéance contractuelle ;
- cette échéance ne pourra cependant être elle-même fixée plus de quatre (4) semaines après le terme de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 8 – ORGANISATION DES PRESTATIONS ATTENDUES DANS LES MARCHES SUBSEQUENTS ET LIEU D'EXECUTION**

### **8.1 : Délais de livraison :**

Les délais de livraison sont précisés sur chaque bon de commande, le cas échéant sous forme de cadencement des quantités globales commandées.

Des besoins ponctuels de petites quantités (100 kg) peuvent donner lieu à des commandes dont le délai de livraison à une (1) semaine maximum sera demandé.

En cas d'évènement susceptible d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations, le titulaire doit faire une demande de prolongation de délais et de sursis de livraison conformément aux stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG-FCS.

### **8.2 : Lieu et modalités de livraison :**

Le lieu de livraison est unique :

OFB – Elevage des Vindrins – 78610 AUFFARGIS.

Par préférence de l'OFB, et compte tenu des capacités de stockage, les aliments seront conditionnés par sacs de 25 kg.

L'accès est limité à des camions de 19 tonnes maximum et les livraisons devront s'effectuer directement en salle de stockage (voir plan ci-annexé).

### **8.3 : Correspondants :**

Le titulaire devra désigner un responsable administratif et commercial et un responsable technique, pour toute la durée de l'accord-cadre.

L'OFB désigne le conservateur des Vindrins comme correspondant administratif et technique durant toute la durée de l'accord-cadre.

Pour l'exécution des marchés subséquents, le responsable de l'élevage coordonne l'exécution du contrat.

Le Service Recettes et Dépenses désignera son correspondant lors de la mise en place de l'accord-cadre.

### **8.4 : Moyens de communication :**

Les échanges se font par courriel, par télécopie ou par courrier recommandé avec accusé de réception.

Pour les échanges qui font courir un délai, la date de commencement de ce délai est la date figurant sur l'accusé de lecture du courriel, sur l'accusé de réception de la télécopie ou sur l'accusé de réception du courrier recommandé.  
Les échanges par voie dématérialisée sont privilégiés.

#### **8.5 : Communication des difficultés :**

Le titulaire signale au correspondant de l'OFB, dans un délai de 24 heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la fourniture des aliments.

Il en informe le pouvoir adjudicateur par courrier électronique, par télécopie ou par téléphone, sous réserve dans ce dernier cas, d'adresser un courriel de confirmation au correspondant de l'OFB dans l'heure qui suit.

### **ARTICLE 9 : PRIX**

#### **9.1 – Prix de l'accord-cadre**

##### **9.1.1 – Nature des prix de l'accord-cadre**

Les prix de l'accord-cadre sont mentionnés au Bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont définitifs, unitaires et révisables. Ils sont exprimés par application d'un taux de remise sur le tarif public (tarifs « catalogue ») du titulaire de l'accord-cadre.

##### **9.1.2 – Contenu des prix de l'accord-cadre**

Les prix sont réputés franco de port et comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, tous les frais afférents notamment au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison des aliments et toute autre dépense liée à l'exécution des prestations attendues.

Les prix sont mentionnés au BPU en valeur hors taxe sur la valeur ajoutée. Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est calculé au taux en vigueur à la date du jour de leur livraison.

**Les deuxième, troisième et quatrième années** débutent à chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

##### **9.1.3 – Révision des prix de l'accord-cadre**

Les prix portés à l'accord-cadre ne font pas l'objet d'une révision durant la durée de l'accord-cadre. En effet, les prix sont exprimés à l'accord-cadre comme des prix de référence déterminés au bénéfice d'une remise appliquée par le titulaire sur son tarif « public ».

Le titulaire s'engage à maintenir durant la durée totale du marché un taux de remise au moins aussi avantageux sur son tarif public.

#### **9.2 - Prix des marchés subséquents**

Les prix applicables aux marchés subséquents sont remis par le titulaire dans son offre financière en réponse au marché subséquent au moyen d'un BPU propre à ce marché, qui met en évidence le prix public pratiqué par le titulaire, le taux de remise appliqué pour afficher ainsi le prix applicable à l'OFB.

Le taux de remise proposé par le titulaire pour chaque aliment à l'occasion de chaque marché subséquent **est au moins aussi intéressant** que celui remis par le titulaire dans l'offre financière de l'accord-cadre.

#### **9.4 - Clause de sauvegarde**

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre, sans indemnité pour le titulaire, dans le cas où l'ajustement des prix lors d'un



marché subséquent conduirait à une augmentation supérieure à 5% (cinq pour cent) d'une période à l'autre.

## **ARTICLE 10 – COMMANDES**

### **10.1 – Contenu des bons de commande :**

Les commandes comportent nécessairement les mentions suivantes :

- la référence de l'accord-cadre et du marché subséquent ;
- les références du service supportant la dépense ;
- le nom et les coordonnées du prestataire ;
- le numéro de la commande ;
- la désignation du/des aliment(s) commandé(s) ;
- les quantités commandées estimées de chaque aliment ;
- le lieu de livraison ;
- le délai de livraison et éventuellement le cadencement des livraisons successives des quantités globales commandées ;
- l'adresse de facturation ;
- le(s) prix unitaire(s) correspondant(s) HT et TTC ;
- le montant total de la commande HT et TTC ;
- la TVA ;
- la date.

Chaque commande est signée par la personne habilitée à engager l'établissement.

En application des articles 4 et 7.2 du présent CCP, les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent.

Ils courent dès lors jusqu'à leur propre échéance contractuelle, qui ne pourra être elle-même fixée plus de quatre (4) semaines après le terme de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande est adressé par télécopie ou par courrier électronique.

L'émission des bons de commande se fait jusqu'au dernier jour de validité du marché.

### **10.2 : Suivi des commandes :**

Le suivi des commandes, de leur prise en charge et de leur exécution est assuré par le correspondant unique du marché pour le titulaire et par le responsable de l'élevage pour l'OFB.

## **ARTICLE 11 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION**

### **11.1 : Opérations de vérification**

Les opérations de vérification, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, se font conformément aux modalités prévues aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS. Elles sont effectuées par la personne identifiée sur le bon de commande comme étant chargée de son suivi.

Sont notifiées au titulaire :

- une décision d'admission,
- ou une décision d'ajournement,
- ou une décision de réfaction,
- ou une décision de rejet des prestations.

### **11.2 : Admission, ajournement, réfaction et rejet**

L'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet des prestations, se font dans le respect des stipulations de l'article 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 12 – PENALITES DE RETARD**

Tel que précisé à l'article 8.1 ci-dessus, le délai de livraison (dont son éventuel cadencement) est précisé dans chaque bon de commande.

En cas de non-respect, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont calculées comme suit :

$$P=V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité.

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard.

R = le nombre de jour(s) de retard.

## **ARTICLE 13 – MODALITES DE PAIEMENT**

### **13.1 : Conditions de paiement**

Une fois chaque prestation admise, le prestataire adressera sa facture munie des mentions nécessaires.

### **13.2 - Modalités d'établissement des factures**

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- n° d'identification TVA ;
- identité de l'acheteur (nom, service, adresse) ;
- la référence de l'accord-cadre (**2025-23**) et du marché subséquent (**2025 2300SXX**) ;
- l'objet de l'accord-cadre / marché subséquent ;
- n° du bon de commande valide (sur facture ou dans le champs CHORUS) ;
- la désignation et la quantité des prestations facturées (avec mention du prix unitaire) ;
- le montant HT et TTC à payer et annotée en lettre pour les factures manuscrites ;
- Article du CGI (si fournisseur non assujéti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir **exclusivement** via le **portail de facturation dédié « Chorus Pro »** à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

**en veillant à bien préciser :**

- **le numéro du marché au titre duquel une demande de paiement est adressée (le numéro d'engagement à renseigner doit correspondre au numéro du marché) ;**
- **le code service exécutant à utiliser : MARCHE**
- **le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 000 15.**

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

A noter : le cas échéant, une facture ne pourra pas concerner des prestations commandées au titre de plusieurs lots. En ce cas, il devra être établi des factures distinctes.

### **13.3 - Modalités de règlement**

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures et à l'issue de la réalisation de la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en, vigueur au premier

jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le retard de paiement donne lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40€.

#### **13.4 - Cession ou nantissement de créance**

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L2191-8 et R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique. Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

La Directrice des Finances est seule compétente pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE  
Madame la Directrice des Finances  
12, Cours Louis Lumière – 94300 VINCENNES

#### **ARTICLE 14 – ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Ces dispositions valent également en cas de sous-traitance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation et ce contrat, le cas échéant actualisé afin de permettre la prise en charge des risques encourus, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

#### **ARTICLE 15 – OBLIGATIONS DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire reconnaît être tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et éléments dont il aura connaissance au cours de l'exécution des prestations. Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations et tous documents, quel qu'en soit le support, qui lui seront fournis et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées, et qui restent la propriété du pouvoir adjudicateur. Le titulaire n'est en aucun cas autorisé à les reproduire ou les diffuser en dehors du cadre de la prestation. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du directeur général de l'OFB.

Cette clause s'applique également à l'ensemble du personnel du titulaire. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

#### **ARTICLE 16 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

##### **16.1 : Résiliation de l'accord-cadre**

Sans préjudice des articles 24 et suivants du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de résilier le présent accord-cadre dès lors qu'un des marchés subséquents, conclu sur son fondement, a été résilié aux torts du titulaire.

La résiliation de l'accord-cadre est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur. La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. La résiliation de l'accord-cadre pour ce motif n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

#### **16.2 : Résiliation des marchés subséquents**

Les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation ou de non-reconduction de l'accord-cadre, les marchés subséquents, qui ont été notifiés avant que l'accord-cadre ne soit résilié ou non-reconduit, sont exécutés jusqu'à leur terme, à moins qu'ils ne soient résiliés suivant les modalités des alinéas 1 et 2 du présent article.

#### **ARTICLE 17 : DROIT ET LANGUE**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### **ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES**

Le règlement de litiges liés à l'exécution du présent marché fera l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (C.C.R.A.), dans les conditions prévues à l'article R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, la juridiction compétente sera celle du ressort d'appartenance du siège du pouvoir adjudicateur contractante :

Tribunal administratif de Paris  
7 rue de Jouy - 75 181 Paris  
Tél. :01-44-59-44-00 / Fax : 01-44-59-46-46 - Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (**article R. 2197-1 du Code de la commande publique**).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends  
ou Litiges relatifs aux Marchés Publics<sup>1</sup>  
Direction des Affaires Juridiques - Sous-direction de la commande publique  
Bureau du conseil aux acheteurs  
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS - Télédoc 353 - 75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.03.20 / Télécopieur : 01.44.97.06.46 - Courriel : [ccnra@finances.gouv.fr](mailto:ccnra@finances.gouv.fr)  
Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite :  
<http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

<sup>1</sup> La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.  
2025-23

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

<p>Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630 - 77008 Melun Cedex Téléphone : 01 60 56 66 30 - Fax : 01 60 56 66 10 - Courriel : <a href="mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr">greffe.ta-melun@juradm.fr</a> Site internet : <a href="http://melun.tribunal-administratif.fr/">http://melun.tribunal-administratif.fr/</a></p>
--

#### **ARTICLE 19 : DEROGATION(S) AU CCAG-FS**

Les dérogations sont les suivantes :

Article du présent CCP	libellé de l'article	Article du CCAG FCS auquel il est dérogé
4	<i>Conclusion des marchés subséquents</i>	38
5.2	<i>Pièces constitutives des marchés subséquents</i>	4.1
6.2	<i>Notification des marchés subséquents</i>	3
12	<i>Pénalités de retard</i>	14.1
16	<i>Résiliation de l'accord-cadre</i>	38

## ANNEXE 1 – Plan d'accès à l'élevage des Vindrins

